



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MENDES

Rue de la Grande Haie
ZI de Montereau
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/23-2791

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement MENDES implanté Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 27/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation des établissements ICPE afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

La DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MENDES
- Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501889
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MENDES, implantée en zone industrielle de Montereau-Fault-Yonne depuis 1994, est spécialisée dans le conditionnement de dioxyde de soufre et dans la fabrication de bisulfite de potassium, produit utilisé principalement dans le domaine de l'industrie alimentaire (conservation de jus de fruits, de fruits confits, fabrication de bière, traitement des vins).

Ce centre de stockage et de conditionnement comporte :

- un bâtiment de confinement dit blockhaus, abritant 2 cuves de stockage de dioxyde de soufre (SO₂), produit toxique, d'une capacité unitaire de 25 tonnes,
- un poste de conditionnement de SO₂ en bouteilles et en fûts à pression,
- une zone de stockage des bouteilles,
- un atelier de fabrication de bisulfite de potassium,
- un atelier de peinture des bouteilles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Capacité des rétentions
- Prévention des pollutions
- Propreté du site
- État des stocks
- Consignes d'exploitation
- Conditions d'accès au site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Capacité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Règles de gestion des rétentions et stockages associés.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 4.2.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Eaux pluviales.	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 4.3.9	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Propreté	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 2.3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions spécifiques aux réservoirs.	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.4	Sans objet
5	Dispositions spécifiques aux aires de	Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chargement, déchargement ...		
6	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.	Sans objet
7	Dispositions rel. à la limitation des conséquences de perte de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
8	Substances visées à l'article 25	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Annexe II	Sans objet
9	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
11	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
13	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
14	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
17	Déchets.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose des procédures nécessaires pour les événements inondation. Le site est exploité par 3 personnes permanentes. En ce qui concerne les cours d'eau, le SO₂, élément majoritairement produit par l'installation est un élément volatil et s'évapore rapidement à température ambiante.

Les rétentions des autres produits devront être nettoyées et entretenues afin de maintenir leur intégrité. Les accumulations de boue au niveau du caniveau devront également être nettoyées afin de ne pas générer de pollutions supplémentaires en cas de pluie ou d'inondation.

La zone de stockage des bouteilles en limite de site avec la société SAM sera auditée par un organisme extérieur. L'impact de ce stockage, son emplacement et son organisation seront à évaluer après conclusion de l'audit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution! (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux pluviales.

Constats :

Le site exploite essentiellement du dioxyde de soufre (SO₂), non susceptible de polluer les eaux ou le sol car très volatil. Les rétentions sont donc de faible capacité pour les cuves SO₂ mais associées à des extractions d'air. Pour les bouteilles de faible volume, il n'y a pas de rétention.

Lors de la visite du site, l'Inspection constate que les bouteilles de bisulfite de potasse présentes dans le bâtiment de stockage ne sont pas stockées sur rétention. L'exploitant explique que ce bâtiment n'est pas sur rétention.

En outre, l'Inspection constate également que la nourrice alimentant le groupe électrogène et les bidons attendant contenant du FOD ne sont pas stockés sur rétention.

Non-conformité n°20231012-1 : Les bouteilles de bisulfite de potasse présentes au sein du bâtiment de stockage, la nourrice reliée au groupe électrogène ainsi que les bidons attendant contenant du FOD ne sont pas stockés sur rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p>
Constats : <p>Le site exploite du bisulfite de potasse et de l'hydroxyde de potassium placés sur rétentions. Les cuves de bisulfite de potasse sont stockées en extérieur et sont entourées de murets en guise de rétention. Lors de la visite du site, l'Inspection constate que ces murets sont en mauvais état et présentent des lézardes. Le fond des rétentions contient en outre une quantité importante de précipités</p> <p>Observation n°20231012-1 : L'Inspection émet des doutes quant à l'étanchéité effective des rétentions des cuves de bisulfite de potasse. À ce titre, l'exploitant effectuera une remise en état de ces rétentions et démontrera qu'elles sont bien étanches.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que son site ne possède pas de rétention déportée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il ne dispose pas de consigne décrivant les conditions de vérification et d'entretien des rétentions.</p> <p>L'exploitant explique qu'il n'y a pas de registre traçant l'entretien et la vérification effectués sur les rétentions. Par ailleurs, lors de la visite du site, l'Inspection constate que le fond des rétentions entourant les cuves de bisulfite de potasse sont encombrées par une quantité importante de précipités.</p> <p>Non-conformité n°20231012-2 : L'exploitant ne dispose pas d'une consigne écrite précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Non-conformité n°20231012-3 : L'exploitant ne dispose pas d'un registre sur lequel sont consignées les vérifications, opérations d'entretien et vidange des rétentions réalisées.</p> <p>Cependant, les contrôles périodiques réalisés sur les cuves de SO₂ au titre de la réglementation des ESP ont été effectués le 20/06/2023. Les résultats présentés n'ont pas montré de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions spécifiques aux réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. A ce titre l'exploitant procède périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et éventuellement, du fond des réservoirs et des supports. Les résultats sont portés sur un registre.</p> <p>L'exploitant établit une procédure permettant le colmatage d'une fuite sur un réservoir dans des conditions optimales de sécurité pour les intervenants. Cette procédure est connue des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'accident ou incident et tenue à leur disposition, à celle des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.</p> <p>Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection constate que les réservoirs sont installés à des emplacements facilement accessibles et disposant d'une bonne visibilité.</p> <p>L'exploitant indique qu'un contrôle visuel est réalisé avec 1 à 2 mois d'intervalle. À ce titre, un fichier Excel, tenu à jour et recensant ces contrôles a été présenté à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.6.7
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des sols
Prescription contrôlée : <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. En vue des dépotages, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">• de la disponibilité du personnel qualifié nécessaire,• de la disponibilité des moyens de prévention et d'intervention nécessaire,• de la nature et de la quantité des produits chargés ou déchargés,• des dispositions prévues en cas d'impossibilité de réception des produits. <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p> <p>Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.</p>
Constats : <p>Les aires de chargement et de déchargement sont en béton et le site a été conçu telle que la pente fasse converger les effluents vers les évacuations des liquides. Une vanne permet de mettre l'ensemble du site sur rétention et ainsi l'isoler du réseau des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.VI Et 25.VII
Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité des sols
Prescription contrôlée : <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
Constats : <p>L'exploitant explique que son établissement ne produit pas de déchets autres que les déchets industriels banals (DIB).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de perte de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.
Constats : L'exploitant indique ne pas stocker de quantité supérieure à 20 tonnes de substances classées parmi les rubriques n° 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 et 4733 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement n'est pas concerné par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Substances visées à l'article 25

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Produits très toxiques ou toxiques
Prescription contrôlée : 1° Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique. 2° Composés organophosphorés. 3° Composés organostanniques. 4° Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci. 5° Mercure et composés de mercure. 6° Cadmium et composés de cadmium. 7° Huiles minérales et hydrocarbures. 8° Cyanures. 9° Eléments suivants, ainsi que leurs composés : - Zinc ; - Antimoine ; - Uranium ; - Cuivre ;

<ul style="list-style-type: none"> - Molybdène ; - Vanadium ; - Nickel ; - Titane ; - Cobalt ; - Chrome ; - Etain ; - Thallium ; - Plomb ; - Baryum ; - Tellure ; - Sélénium ; - Béryllium ; - Argent. - Arsenic ; - Bore ; <p>10° Biocides et leurs dérivés.</p> <p>11° Substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines ou sur l'odeur des produits de consommation de l'homme dérivés du milieu aquatique, ainsi que les composés, susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et de rendre celle-ci impropre à la consommation humaine.</p> <p>12° Composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives.</p> <p>13° Composés inorganiques du phosphore et phosphore élémentaire.</p> <p>14° Fluorures.</p> <p>15° Substances exerçant une influence défavorable sur le bilan d'oxygène, notamment : ammoniacque et nitrites.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique ne pas être concerné par cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Principes généraux de prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas d'incident ou d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place une procédure en cas d'inondation et possède un POI. Toutefois, il</p>

explique ne pas avoir testé cette procédure lors d'un exercice.

L'exploitant possède des procédures d'urgence issues de son POI ainsi que la liste des contacts interne et externe en cas d'incident. Des logigrammes indiquent les personnes devant être contactées en fonction des situations. L'Inspection constate que, suite à un changement de personnel, la liste des contacts n'est plus à jour.

Il existe une zone de stockage des bouteilles en attente d'enlèvement pour requalification en bordure du site. L'Inspection constate que ces bouteilles réputées vides ne sont pas posées dans des racks, mais qu'elles sont entreposées à même le sol en limite de site ; de sorte qu'elles sont susceptibles de basculer de manière intempestive.

En outre, l'exploitant indique avoir commandé un audit sur cette zone suite au courrier de l'administration sur le REX post-Lubrizol. Cet audit reste à planifier.

L'Inspection constate par ailleurs que la manche à air, placée à proximité de la vanne de sectionnement, est endommagée, de sorte qu'elle n'indique pas clairement le sens du vent.

Observation n°20231012-2 : L'exploitant corrigera ses contacts en cas d'urgence répertoriés dans son POI et veillera à la mise à jour régulière de cette liste. Il communiquera son POI à jour à l'Inspection.

Observation n°20231012-3 : L'exploitant transmettra à l'inspection les conclusions de l'audit sur les bouteilles en zone limitrophe du site. Il conviendra en attendant de placer les bouteilles sur des racks ou tout autre support stable.

Observation n°20231012-4 : L'exploitant veillera à rendre la manche à air pleinement fonctionnelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 4.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des milieux

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Lors de la visite du site, l'Inspection constate que la vanne d'isolement séparant la collecte des eaux pluviales du site du réseau communal n'est pas clairement identifiée. L'Inspection constate également qu'il n'existe pas de consigne définissant le mode de fonctionnement de cette vanne. L'exploitant indique toutefois que cette vanne est connue du personnel et est testée de manière hebdomadaire.

Non-Conformité n°20231012-4 : La vanne de sectionnement permettant l'isolement des réseaux

d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est pas clairement indiquée. L'établissement ne dispose pas d'une consigne permettant la mise en fonctionnement de cette vanne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Constats : L'exploitant explique qu'il établit un état de son stock de SO₂ tous les 2 jours. L'état des stocks de la potasse est fait de manière événementielle, en fonction des livraisons. Celles-ci n'étant pas fréquentes, la périodicité semble adaptée.</p> <p>Le suivi est informatisé et accessible en dehors du site si nécessaire. L'exploitant possède les FDS (Fiches de Données de Sécurité) de ses produits. L'Inspection a procédé au contrôle des FDS du SO₂ et du bisulfite de potassium. Celles-ci sont présentes en salle de contrôle et facilement accessibles par le personnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation.
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.</p> <p>Constats : L'installation est exploitée par une équipe de 3 personnes permanentes (une assistante de direction et deux techniciens).</p> <p>L'exploitant indique qu'une formation sécurité est dispensée tous les 2 ans aux employés. Parmi</p>

<p>l'équipe se trouve un nouvel arrivant embauché en septembre.</p> <p>L'exploitant explique qu'un exercice POI est réalisé à une fréquence au plus égale à 2 ans. Le dernier exercice date de décembre 2022 et un prochain pourrait avoir lieu au premier semestre 2024.</p> <p>Aucune personne n'est expressément désignée en cas d'urgence cependant il existe une astreinte de l'assistante de direction qui joue également le rôle d'intermédiaire avec les contacts extérieurs. Les deux personnes de l'exploitation ayant un rôle de mise en sécurité des installations.</p> <p>Non-conformité n°20231012-5 : L'exploitant n'a pas désigné formellement une personne pour prendre en main la conduite des opérations en cas d'urgence. => Les personnes nommées devront être formées, exercées et en mesure de réagir en cas de situation d'urgence.</p> <p>Observation n°20231012-5: L'exploitant veillera à ce que la nouvelle personne embauchée soit formée à la conduite des installations et aux risques présentés par celles-ci.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté l'existence de procédures au sein du POI. En particulier, des logigrammes déroulent la marche à suivre en fonction des situations et des scénarios d'incidents retenus. L'obligation d'information de la DRIEAT est mentionnée.</p> <p>La procédure MON-PR-013 "gestion du risque inondation" a été présentée par l'exploitant. Elle mentionne les actions à réaliser pour mettre en sécurité l'installation.</p> <p>L'Inspection constate que ces contacts ne sont pas complètement à jour (cf. Fiche de constat n°9).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des installations
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 (B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.) ainsi que des moyens de protection incendie ; - le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; - le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; - le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; - Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection les plans de ses réseaux d'eaux pluviales et sanitaires sur lesquels sont mentionnés les vannes de sectionnement.</p> <p>Les plans de localisation des extincteurs sont également présents ainsi que les plans des tuyauteries et vannes de l'installation SO₂.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 15 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 4.3.9		
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et eaux résiduaires		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>Les eaux pluviales respectent, avant évacuation vers le réseau, les caractéristiques suivantes :</p>		
Paramètre	Valeur limite de rejet	Méthode de mesure
pH	6,5 à 8,5	NF T 90-008
MES	< 50 mg/l	NF T 90-105
DCO	< 80 mg/l	NF T 90-101
DBO ₅	< 20 mg/l	NF T 90-103
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NF T 90-114
Métaux lourds	< 5 mg/l	NF T 90-027

Constats : Au droit du lieu de chargement et déchargement des camions, l'Inspection constate la présence de boues sur le sol qui encrassent les caniveaux d'évacuation des eaux pluviales. L'établissement n'est pas équipé d'un séparateur d'hydrocarbures.
Observation n°20231012-6 : L'exploitant devra justifier auprès de l'Inspection du respect des valeurs limites de rejets de ses eaux pluviales de voiries. À ce titre il fera réaliser des contrôles des paramètres de rejets et transmettra à l'Inspection les rapports associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 2.3.1
Thème(s) : Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Au droit du lieu de chargement et déchargement des camions, l'Inspection constate la présence de boues sur le sol, encrassant les caniveaux d'évacuation des eaux pluviales.
Non-conformité n°20231012-6 : L'ensemble des installations n'est pas maintenu propre et entretenu en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Le site ne produit pas de déchet mais stocke des bouteilles vides. Un audit doit être transmis sur ces bouteilles (cf. Fiche n°9).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Gardiennage et contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Constats :

Lorsque l'Inspection s'est présentée à l'accueil de l'établissement, le registre des personnes présentes au sein du site ne leur a pas été présenté. De sorte que les inspecteurs n'ont pas laissé trace de leur passage sur ce registre.

L'Inspection rappelle qu'en cas d'incident, ce registre est utile aux services de secours pour le recensement des personnes présentes au sein de l'établissement.

Observation n°20231012-7 :L'exploitant veillera à tenir à jour le registre des entrées et sorties des personnes extérieures à l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois